



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eliane LLORET, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Fabien ABERT, Isabelle GIANIEL, Jérémie MALEK, Marie-Christine PANOS, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Culture - Convention de mandat SA3M pour la médiathèque Emile Zola - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence construction aménagement entretien et fonctionnement des équipements culturels d'intérêt métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé du rassemblement des services de la médiathèque Federico Fellini sur le site de la médiathèque centrale Emile Zola. Cette opération a été approuvée par délibération n°16645 du 17 mai 2017. Ce rassemblement induit la reconfiguration d'une partie des espaces, la création de surfaces de plancher supplémentaires (par la création d'une mezzanine en R+1) et la réutilisation de surfaces qui seront, à terme, libérées par le départ des Archives Municipales.

Ce projet permettra également de résoudre certains dysfonctionnements propres à la médiathèque Emile Zola (saturation des espaces de stockage, absence d'espace d'exposition dédié) ; le projet prévoit également la transformation de l'actuel auditorium en salle de projection dotée d'un gradin fixe.

Par décision en date du 4 juillet 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) la réalisation de cet équipement. Par la même décision a été autorisé le lancement d'une procédure concurrentielle avec négociation pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre, ainsi que le dépôt d'une demande de permis de construire pour cette opération.

Le mandat de maîtrise d'ouvrage a été signé le 28 juillet 2017, transmis en Préfecture de l'Hérault le 31 juillet 2017 et notifié par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M le 17 août 2017.

La procédure de désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre a été lancée le 11 septembre 2017, dans le cadre d'une procédure concurrentielle avec négociation, comme le permettent les dispositions de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et le décret du 25 mars 2016.

En parallèle, un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une mission d'architecte conseil a été notifié le 8 novembre 2017 à l'agence AUA Paul Chemetov ; sa mission consiste à formuler des recommandations architecturales afin de s'assurer du respect du parti architectural d'origine.

Le montant des dépenses engagées au 31 décembre 2017 s'élève à 26 000 € HT et le bilan actualisé au compte-rendu à la collectivité porte sur un montant de 6 227 000 € TTC, réparti comme suit :

- Etudes : 0 € HT ;
- Travaux et honoraires techniques : 4 632 000 € HT ;
- Frais divers : 267 000 € HT ;
- Rémunération du mandataire : 300 000 € HT ;
- Frais financiers : 0 € HT.

Ce bilan prévisionnel ne présente pas d'évolution par rapport au bilan approuvé.

Une attention particulière sera portée dès le démarrage des études de maîtrise d'œuvre sur le phasage des travaux qui interviendront en site occupé, avec pour objectif la livraison anticipée de l'auditorium pour la fin de l'année 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- approuver le montant des dépenses au 31 décembre 2017 ainsi que le bilan arrêté à 6 227 000 € TTC ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-54763-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.